



Cycle 2020/2021
Territoires et mobilités

Session 1

Pour un aggiornamento des politiques de mobilité : problème de cap ou de boussole ?

Coordination scientifique
Jean-Marc Offner

Construction de la synthèse collective

Les principaux enseignements

#1 : Le besoin de revisiter les concepts

- > Passer d'une politique de mobilité à une politique *d'accessibilité*
- > L'utilité du concept de « *vitesse économique* »
- > La corrélation très forte entre PIB et mobilité

#2 : L'urgence de déconstruire les idées reçues

- > La technologie ne peut pas être la solution unique pour décarboner les mobilités
- > Le tout électrique n'est pas « neutre »
- > Les gains de vitesse sont toujours réinvestis en augmentation des distances et gains d'espace... Les grands projets type LGV vont augmenter les distances parcourues... mais pas permettre de décarboner
- > Les transports publics génèrent autant d'emplois que le secteur automobile
- > Le télétravail induit de nouveaux besoins de mobilité, de loisirs notamment
- > Le train, les transports en commun et le vélo ne pourront pas tout : il faut s'attaquer au système automobile

#3 : La nécessité de changer de méthode

- > Retravailler les indicateurs : la “part modale” ne veut rien dire en soi, il faut penser en “part kilométrique”
- > Analyser la demande avant de créer l’offre
- > Forcer l’action publique à regarder « au-delà du lampadaire » (les grands projets d’infrastructure, ...)
- > Contextualiser les solutions : une solution efficace pour un territoire ne l’est pas partout
- > Remettre la gouvernance au centre : les solutions devront être discutées avec l’ensemble des acteurs (publics et privés, entre collectivités et à l’intérieur des collectivités)
- > Produire des politiques publiques plus « systémiques » (plus facile à dire qu’à faire ?)

Des interrogations à creuser pour la suite

#1 : Comment financer la décarbonation ?

- > Comment combiner augmentation du prix de la mobilité et justice sociale ? En travaillant la progressivité ? En fonction des revenus ? En fonction des distances parcourues ?
- > Quels seront les impacts de la crise financière sur les finances des mobilités ? Sur la trajectoire de décarbonation prévue ?
- > Peut-on réaffecter aux transports collectifs d’éventuelles recettes de permis d’émission et plus généralement des taxes portant sur les externalités négatives du routier et de l’aérien ?

#2 : Comment agir dans les territoires peu denses ?

- > Quelle est la part des émissions par type de territoire ?
- > Quelle multimodalité possible dans le rural ?
- > Le vélo est-il un levier efficace dans ces territoires ?

#3 : Quelle place pour la voiture dans la décarbonation ?

- > La régulation du trafic est la grande oubliée des politiques mobilités. Nous sommes passés d’un aménagement par / pour la voiture à un modèle « anti-voiture », qui n’est pas applicable en l’état. Comment dépasser le dogmatisme sur cet enjeu ?

#4 : Quelle(s) temporalité(s) ?

- > Quelle compatibilité entre les temps politiques et les temps techniques ?
- > Comment dépasser l’opposition entre les temps longs de réflexion et de la mise en œuvre des stratégies de mobilité et les temps courts des mandats qui favorisent une décision plus court termiste ?
- > Comment intégrer les logiques d’inertie dans les trajectoires (du souhaitable au faisable) ?

#5 : La place des questions sociales

- > Comment intégrer l’approche sociale dans les réflexions, sachant que c’est absent dans la composition des équipes en charge des enjeux mobilités ?